

Maison de/Famille [Nom de famille]
[Jean/Rose] fils/fille de [Claude] et de [Marie]
chez [adresse]
Ville + département
sans code postal]

[Destinataires:]
**POLICE, / PROCUREUR / GREFFIER / JUGE /
AVOCAT / HUISSIER** [et tout personnel du
système judiciaire commercial *de facto*]
Adresse
CP + ville

[Date]

Pli recommandé AR N°xxxx / Courriel : xxxxxxxx@xxxxxx.xxx

TOUS DROITS RÉSERVÉS • SANS PRÉJUDICE

Objet : AVIS D'ACCEPTATION CONDITIONNELLE

Cher/Chère [prénom], Monsieur/Madame [1],

Nous faisons référence à votre pollicitation reçue [le xxxx/ ce jour] et vous informons que votre offre d'instrument et de juridiction est acceptée pour valeur et contrepartie au nom de [M./MME PERSONNE JURIDIQUE] à la condition que vous nous fournissiez la preuve de votre réclamation sous la forme d'une copie certifiée conforme du contrat conclu entre [ORGANISME DEMANDEUR] et [M./MME PERSONNE JURIDIQUE] stipulant clairement les obligations des parties et le consentement donné par leur deux signatures.

Tout défaut de réponse de votre part sous la forme du document demandé dans les [xxxx heures/jours] à réception de la présente signifiera que votre réclamation est sans fondement et que vous vous engagez à y mettre un terme.

Veillez noter que notre consentement n'est jamais présumé mais doit nous être demandé et être obtenu par écrit pour toute question de confidentialité ou la réciprocité d'intérêts à cours et pour toute chose nous concernant de près ou de loin.

Légitimement.

**Notification aux commettants vaut notification aux exécutants
Notification aux exécutants vaut notification aux commettants**

Pièce(s) jointe(s) :

- copie de votre pollicitation ;
- notre Ordonnance de Cesser et de S'abstenir [si vous en avez une] ;
- notre Notification Amiable N° [NA-xxxx] [ou Avis de Courtoisie] [si vous en utilisez].

[Jean/Rose] [Prénom 2], *sui juris et sui generis*, [un(e) Homme/Femme VIVANT(E)],
administrateur/trice du compte [M./MME PERSONNE JURIDIQUE], *idem sonans, fictio juris*

1 Ces mentions indiquent que nous nous adressons aussi bien à l'Être VIVANT de chair et de sang (responsabilité illimitée) qu'à la personne juridique ou personne morale (responsabilité limitée). [Voir <https://bibicabaya.com/2019/09/12/monde-reel-vs-monde-juridique/> [= facultatif].

NOTIFICATION AMIABLE

régie par *Uniform Commercial Code (UCC)*
et tous ses équivalents internationaux

N° [NA-xxxx] - [date]

Objet : En l'absence d'un contrat légitime entre les parties, [M./MME PERSONNE JURIDIQUE], *idem sonans, fictio juris*, d'une part, et [ORGANISME DEMANDEUR], *fictio juris* ([#RCS xxxx/#SIRET xxxx], [#DUNS xxxx]), d'autre part, les conditions générales suivantes s'appliquent à compter de la date d'envoi des présentes,

Envoi par pli recommandé AR # xxxx / courriel xxxxxx@xxxx.xxx

CONDITIONS GÉNÉRALES

1) Méthode d'acceptation des Conditions Générales

Cette Notification Amiable est un contrat légitime liant les parties sus-mentionnées et entrera en vigueur, en toute connaissance de cause de la part de [ORGANISME DEMANDEUR], si l'un de ses responsables, mandataires, représentants, employés et agents, et/ou toute tierce partie agissant à sa demande ou pour son compte, exécute une des actions listées au barème d'indemnisation ci-dessous.

2) Termes d'acceptation

L'ACTION CONSTITUE L'ACCEPTATION

L'acceptation de cette Notification Amiable implique le consentement de [ORGANISME DEMANDEUR].

1. L'acceptation des Conditions Générales de cette Notification Amiable se fait par la commission à l'encontre de [M./MME PERSONNE JURIDIQUE] de tout acte figurant au Barème d'indemnisation ;
2. Il n'existe aucune limite aux montants dus à [M./MME PERSONNE JURIDIQUE] en vertu du barème d'indemnisation ;
3. [ORGANISME DEMANDEUR] et ses responsables, mandataires, représentants, employés et agents renoncent irrévocablement et inconditionnellement à toute objection, immunité et/ou défense.

BARÈME D'INDEMNISATION

Devise : lingotin d'une once d'or 999.9 ‰ (*) ; symbole : XAU.

Frais de recouvrement : les frais de recouvrement de tout montant exigé demeuré impayé sont en sus.

LISTE DES TARIFS

Item	Description	(*) Tarif
1	Toute réclamation à l'encontre de [M./MME PERSONNE JURIDIQUE] en l'absence d'un contrat légitime liant les parties.	*** XAU
2	Exécuter ou tenter d'exécuter tout instrument de dette émis par une personne morale privée à l'encontre de [M./MME PERSONNE JURIDIQUE].	*** XAU
3	Exécuter ou tenter d'exécuter un jugement d'un «tribunal» à l'encontre de [M./MME PERSONNE JURIDIQUE]	*** XAU
4	Recourir aux services de toute tierce partie sans un contrat légitime préalable liant les parties.	*** XAU

.../...

5	Toute menace illégitime, physique ou non, y compris, mais sans s'y limiter, toute menace de poursuite, d'arrestation, de lésions corporelles ou d'action judiciaire, à l'encontre de [M./MME PERSONNE JURIDIQUE]	*** XAU
6	Toute blessure physique illégitime y compris mais sans s'y limiter, toute entrave à la liberté de [Jean/Rose, prénom 2] <i>suri juris et sui generis</i> , par le biais de sa personne juridique [M./MME PERSONNE JURIDIQUE].	*** XAU
7	Tout dommage illégitime réparable à la propriété privée de [Jean/Rose, prénom 2], <i>suri juris et sui generis</i> , et/ou à ses biens acquis au moyen de sa personne juridique, [M./MME PERSONNE JURIDIQUE], initié ou causé par l'intervention directe ou indirecte de [ORGANISME DEMANDEUR].	*** XAU
8	Toute destruction illégitime de la propriété privée et/ou des biens de [Jean/Rose, prénom 2], <i>suri juris et sui generis</i> , acquis au moyen de sa personne juridique [M./MME PERSONNE JURIDIQUE], y compris, mais s'en s'y limiter, tout dommage irréparable.	*** XAU
9	Toute réclamation visant la propriété privée et/ou les biens de [Jean/Rose, prénom 2], <i>suri juris et sui generis</i> , y compris, mais sans s'y limiter, toute mise en vente ou mise aux enchères de ses biens acquis au moyen de sa personne juridique [M./MME PERSONNE JURIDIQUE]	*** XAU
10	Toute action à l'encontre d'une tierce partie non liée aux Conditions Générales de la présente Notification Amiable qui a pour effet de causer des dommages ou des soucis à [Jean/Rose, prénom 2], <i>suri juris et sui generis</i> , par le biais de sa personne juridique [M./MME PERSONNE JURIDIQUE].	*** XAU
11	Tout appel téléphonique de [ORGANISME DEMANDEUR] à [Jean/Rose, prénom 2], <i>suri juris et sui generis</i> , ayant pour but de poursuivre toute réclamation via sa personne juridique [M./MME PERSONNE JURIDIQUE] en l'absence d'un contrat légitime liant les parties ou en infraction à un contrat légitime existant entre les parties.	*** XAU
12	Toute saisie de la propriété privée et/ou des biens de [Jean/Rose, prénom 2], <i>suri juris et sui generis</i> , acquis par le biais de sa personne juridique [M./MME PERSONNE JURIDIQUE], en garantie de paiement de toute réclamation, en l'absence d'un contrat légitime liant les parties ou en infraction à un contrat légitime existant.	*** XAU par jour calendaire* (tout jour commencé étant intégralement dû)
13	Chaque jour où une réquisition est maintenue à l'encontre de la propriété privée et/ou d'un bien de [Jean/Rose, prénom 2], <i>suri juris et sui generis</i> , par le biais de sa personne juridique [M./MME PERSONNE JURIDIQUE] et en l'absence d'un contrat légitime liant les parties, ou en infraction à un contrat légitime existant entre les parties.	*** XAU par jour calendaire (tout jour commencé étant intégralement dû)
14	Arrestation et/ou détention illégitime de [Jean/Rose, prénom 2], <i>suri juris et sui generis</i> , par le biais de sa personne juridique [M./MME PERSONNE JURIDIQUE].	*** XAU par jour calendaire (tout jour commencé étant intégralement dû)
15	Toute exploitation ou perpétuation de tout système monétaire privé (Banque Centrale Européenne, Banque de France, Réserve Fédérale, Banque des Règlements Internationaux, etc.) dans ses mécanismes d'émission et de recouvrement et de tout système judiciaire <i>de facto</i> qui opère des systèmes d'esclavage à l'encontre des Enfants du Créateur Primordial dans Sa Création par l'usage frauduleux de «personnes juridiques».	*** XAU par jour calendaire (tout jour commencé étant intégralement dû)

NOTE : En l'absence d'un contrat légitime liant les parties sus-mentionnées, tous frais, montant ou facture établis sur une base progressive, y compris, mais sans s'y limiter, tout composant portant intérêt, sera traité en tant qu'incident distinct. Les unités incrémentales prévues détermineront le nombre d'incidents facturés.

MODIFICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES

Les présentes Conditions Générales peuvent changer à tout moment sans préavis. Le cas échéant, de nouvelles Conditions Générales seront présentées à [ORGANISME DEMANDEUR], lesquelles supplanteront et annuleront les Conditions Générales précédentes.